

# LA SEMAINE ECONOMIQUE EN BREF

No: 42-09/15 Septembre 2015

UN APERÇU SYNTHETISÉ DE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE REALISÉ PAR LA  
DIRECTION DES ETUDES, DE L'INFORMATION ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DEIPE)  
REDACTION: SERVICE DES ETUDES, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA VEILLE ECONOMIQUES

## SOMMAIRE :

### • A LA UNE

LE QUATRIÈME RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION CAMEROUNAISE EST DÉCRÉTÉ

### • EN BREF

LE CAMEROUN EMPRUNTE 24,5 MILLIARDS A LA BAD POUR ÉTENDRE SA FIBRE OPTIQUE

LE GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS ACCÉLÈRE SES PROCÉDURES E-DÉDOUANEMENT

NEXTEL CONNAIT LA PLUS FORTE PÉNÉTRATION DANS LE MARCHÉ CAMEROUNAIS DE LA TÉLÉPHONIE

PNI: LES REFLEXIONS SUR LE RE-CADRAGE SONT LANCÉES.

LE MINTP ET LES MAIRES S'ENTENDENT POUR L'AMÉLIORATION ET LA DENSIFICATION DU RÉSEAU ROUTIER

INVESTISSEMENT AGRICOLE: LEBUSINESS INVESTISSEMENT MEETING A DÉMARRÉ

HYDROCARBURES: LE BLOC THALI SERA EXPLORÉ PAR TOWER RESSOURCES PLC

LE FMI EN MISSION DE CONSULTATION AU CAMEROUN

LE DÉFICIT CÉRÉALIER AUGMENTERA DE 70 000 TONNES DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD EN 2015

EXPLOITATION MINIÈRE AU CAMEROUN: LA REDEVANCE DE SUPERFICIE MULTIPLIÉE PAR 10

## LE QUATRIÈME RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION CAMEROUNAISE EST DÉCRÉTÉ

Le président de la République a signé le 15 septembre le décret portant organisation et réalisation du quatrième recensement général de la population vivant sur le territoire camerounais. Celui-ci succède au dernier recensement de novembre 2005, lequel a permis de chiffrer le nombre de camerounais résidant sur le territoire à 17 463 836 (source BUCREP). Le décret donne des précisions sur l'organisation et la réalisation du quatrième recensement.

### ORGANISATION

Le quatrième Recensement Général de la population a été placé sous l'autorité du ministre en charge des questions de population, en l'occurrence, le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat). Celui-ci concerne toutes les personnes physiques résidant sur le territoire de la République du Cameroun, à l'exception des membres du corps diplomatique et consulaire et de leurs familles.

### DÉROULEMENT

Pour ce qui est des étapes, il est à noter que c'est un arrêté du Premier ministre qui fixera la date de début et de fin des opérations de dénombrement. Ainsi, l'élaboration des documents techniques à l'instar des questionnaires se fera en premier lieu. Suivra la cartographie censitaire qui comprend entre autres l'inventaire des villes, villages et îlots d'habitation, puis viendra le recensement-pilote qui consiste au dénombrement de la population à petite échelle, question de tester tout le dispositif avant le dénombrement principal. Une enquête post-censitaire est prévue une fois le dénombrement principal bouclé. Cette autre

étape vise à apprécier le degré d'exhaustivité du dénombrement et la fiabilité des données recueillies en termes de taux de couverture. Les données ramenées du terrain seront analysées et traitées avant la publication et la diffusion des résultats.

### FINANCEMENT

Le décret précise, pour ce qui est du financement que, le budget du quatrième RGP provient des dotations du budget de l'Etat, des financements extérieurs, des dons et legs.

### ENJEUX

Le premier objectif énoncé du quatrième recensement est de connaître l'effectif de la population. Il devrait également permettre de déterminer les caractéristiques de l'habitat, les équipements et outils de production des ménages ainsi qu'à étudier le cadre de vie de la population. Une répartition de celle-ci par circonscription administrative, par âge et par sexe, etc. sera, par ailleurs, obtenue au terme de l'opération.

La maîtrise de la population est de nos jours, un enjeu très important pour les économies en quête de croissance inclusive. L'accroissement démographique est selon l'ONU le « principal facteur à l'origine de l'augmentation des besoins alimentaires ». Source de pression croissante sur les ressources naturelles difficilement, couteusement ou lentement renouvelables, il doit - toujours selon l'ONU - être maîtrisé pour assurer un développement durable, qui nécessite sécurité alimentaire et stabilité politique. En effet, « La stabilisation rapide de la population mondiale est une condition de la sécurité alimentaire durable. »

## EN BREF

### LE CAMEROUN EMPRUNTE 24,5 MILLIARDS A LA BAD POUR ÉTENDRE SA FIBRE OPTIQUE

Le chef de l'Etat camerounais, vient d'autoriser le ministre de l'Economie à signer avec la Banque Africaine de Développement (BAD), un accord de prêt de 24,5 milliards de francs Cfa pour le financement partiel du projet Central Africa Backbone (CAB), qui consiste à construire une dorsale de fibre optique pour interconnecter le Cameroun, le Tchad et la RCA. La BAD rejoint ainsi la Banque Mondiale également engagée auprès des 3 pays bénéficiaires de l'Afrique centrale, pour un montant total d'environ 15 milliards de francs Cfa.

### LE GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS ACCÉLÈRE SES PROCÉDURES E-DÉDOUANEMENT

Le gouvernement camerounais et la société coréenne Compass ont signé, le 5 septembre 2015 à Yaoundé, un mémorandum d'entente pour la mise en place d'une plateforme e-dédoanement pour le compte de l'administration douanière locale. La plateforme devrait permettre l'amélioration de la collecte des recettes douanières et surtout, beaucoup plus de transparence dans les activités douanières. Cette introduction des nouvelles technologies dans les procédures douanières au Cameroun s'inscrit dans la cadre de la dématérialisation.

### NEXTEL CONNAIT LA PLUS FORTE PÉNÉTRATION DANS LE MARCHÉ CAMEROUNAIS DE LA TÉLÉPHONIE

Dans une annonce faite dans la presse locale à l'occasion de sa première année d'existence au Cameroun, le 3<sup>ème</sup> opérateur de téléphonie mobile au Cameroun Nexttel revendique 2 millions d'abonnés à ce jour; ce qui correspond, souligne l'entreprise de télécoms, à 11% de parts du marché camerounais. Au regard de ce niveau de pénétration du marché au cours des 12 derniers mois, Nexttel se prévaut du statut de « l'opérateur qui connaît la plus grande progression de parts du marché » au Cameroun.

### **PNI: LES REFLEXIONS SUR LE RECADRAGE SONT LANCÉES.**

Les travaux de cadrage du Plan National Informatique (PNI) adopté en 1986 ont été ouverts par le ministre des finances, Alamine Ousmane Mey, le mercredi 16 septembre 2015 à Yaoundé. Objectif : s'arrimer, grâce au renouvellement dudit plan aux contraintes technologiques actuelles, dans un contexte où on observe tant une disparité dans les administrations qu'une dispersion généralisée de l'informatisation. Ainsi, il est question d'informatiser toutes les administrations ou de les intégrer dans un seul système d'information de sorte qu'on ait des données et des informations fiables et crédibles. Bientôt, il sera possible d'avoir accès en un clic à toutes les données et informations produites par les administrations, ce qui aura le mérite d'éclairer toutes les actions des opérateurs économiques nationaux et des partenaires du Cameroun.

### **LE MINTP ET LES MAIRES S'ENTENDENT POUR L'AMÉLIORATION ET LA DENSIFICATION DU RÉSEAU ROUTIER**

Le MINTP et les mairies des régions du Littoral, Nord-ouest, Est et Sud Est ont signé des conventions grâce auxquelles les mairies se verront désormais techniquement assister par le Ministère des travaux publics au cours de leurs opérations de création et de réfection des routes. Les conventions, qui interviennent dans le cadre du transfert des compétences au Collectivités Territoriales Décentralisées, prouvent, selon le Ministre des Travaux Publics qui présidait la cérémonie, l'attachement du gouvernement au respect du plan de développement du réseau routier. Déjà l'enveloppe allouée aux mairies dans ce cadre est passé de 13 millions en 2014 à 28 millions en 2015.

### **INVESTISSEMENT AGRICOLE: LE-BUSINESS INVESTISSEMENT MEETING A DÉMARRÉ**

Le business meeting du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) s'est ouvert le mardi 15 septembre à Yaoundé avec pour objectif principal, la recherche de la deuxième phase de financement des programmes agricoles. Pour la cérémonie officielle, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Minader) était accompagné d'une demi-

douzaine de membres du gouvernement. Pour recevoir les partenaires techniques financiers, les bailleurs de fonds, les acteurs du secteur privé ainsi que les producteurs et autres acteurs du secteur agricole. Pour mémoire, la réalisation concrète du PNIA qui couvre la période 2014-2020 nécessite un montant de 3500 milliards de F. Près de 2000 milliards de FCFA sont déjà disponibles, et il reste à mobiliser 1500 milliards de F.

### **HYDROCARBURES: LE BLOC THALI SERA EXPLORÉ PAR TOWER RESSOURCES PLC**

Le contrat de partage de production pour la recherche pétrolière sur le bloc Thali situé dans le bassin du Rio del Rey a été signé mardi à Yaoundé entre l'Etat du Cameroun et Tower Ressources Plc. La société anglaise retenue pour la recherche pétrolière sur ce site d'une superficie de 119,20 Km<sup>2</sup>, mènera, conformément aux termes du contrat de partage de production, les activités de recherche pour une première période ferme de trois ans. Il s'agira pour la société, de réaliser les études géologiques et géophysiques, d'acquies, de traiter et d'interpréter 100 km<sup>2</sup> de données sismiques 3D et de forer un puits d'exploration ; ce qui lui a valu une souscription à un engagement financier estimé environ 7,5 milliards de FCFA.

### **LE FMI EN MISSION DE CONSULTATION AU CAMEROUN**

Les traditionnelles missions de consultations 2015 du FMI ont commencé le 14 Septembre 2015 et se poursuivront jusqu'au 24 septembre 2015. Il sera question, ainsi que cela a été rappelé par le Chef de la mission, au sortir d'une visite de courtoisie chez le Ministre des finances, d'étudier la résilience du Cameroun face aux tournures qu'ont prise ces derniers temps l'évolution de l'économie mondiale. A titre d'exemple, Mario de Zamoroczy rappelle qu'en mai 2014, le pétrole brut se vendait à 108 dollars (62 600 F) le baril. Vendredi dernier, ce même baril se vendait à 48 dollars (27 817 F). « C'est donc un choc pétrolier important. En 2014 également, nous espérons être au début d'un redémarrage économique, en sortant de la grande crise de 2008-2009. Mais, nous constatons aujourd'hui que ce redémarrage a un peu de mal à se matérialiser dans

certaines parties du monde ». D'où l'intérêt de poser sur la table les questions budgétaires et financières de l'Etat, dans un contexte où les investissements croissent de façon visible mais grâce à un endettement extérieur dont le rythme inquiète l'organisme Onusien.

### **LE DÉFICIT CÉRÉALIER AUGMENTERA DE 70 000 T DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD EN 2015**

Faisant le point de l'aide alimentaire du chef de l'Etat le vendredi 11 septembre 2015 à Yaoundé, le gouvernement a constaté que la région de l'Extrême Nord restait sous la menace de l'insécurité alimentaire. Et pour cause ! « La situation pluviométrique est catastrophique par rapport à l'an dernier et le déficit céréalier 2015 est estimé à presque 200 000 tonnes, contre une insuffisance de 130 000 tonnes enregistrée en 2014 ». Toutes choses, par ailleurs aggravées par la menace de la secte Boko Haram, qui ont poussé le MINADER qui présidait les travaux de ladite commission rassurer sur les mesures prises, non seulement pour encourager le retour aux champs, mais également pour s'assurer un pal de distribution plus efficace de céréales.

### **EXPLOITATION MINIÈRE AU CAMEROUN: LA REDEVANCE DE SUPERFICIE MULTIPLIÉE PAR DIX (10)**

Conséquence de l'opération d'assainissement et de réorganisation du secteur des mines initiée par le ministère de tutelle en mai 2014: les exploitants des gisements d'or de la région de l'Est du Cameroun, titulaires des autorisations d'exploitation minière artisanale, paient désormais un peu plus cher, en ce qui concerne la redevance de superficie. celle-ci serait passée, selon le sous-prefet de Bétaré Oya, terreau de prédilection de l'exploitation de l'or dans la région de l'Est du Cameroun, de « 5 francs Cfa le mètre carré par an, à 50 francs Cfa » la décision fait suite à un rapport de visite globale effectuée par les agents du Ministère en charge des mines, lequel a révélé que « plusieurs opérateurs nantis de permis de recherche étaient immédiatement passés à la phase d'exploitation, laquelle était d'ailleurs irrespectueuse des normes environnementales.

#### **SOURCES:**

LE QUATRIÈME RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION CAMEROUNAISE EST DÉCRÉTÉ Cameroon Tribune N° 10927/ 7126 du 16/09/2015 <https://fr.wikipedia.org>  
 LE CAMEROUN EMPRUNTE 24,5 MILLIARDS A LA BAD POUR ÉTENDRE SA FIBRE OPTIQUE [www.investircameroun.com](http://www.investircameroun.com)  
 LE GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS ACCÉLÈRE SES PROCÉDURES E-DÉDOUANEMENT [www.investircameroun.com](http://www.investircameroun.com)  
 NEXXTTEL CONNAIT LA PLUS FORTE PÉNÉTRATION DANS LE MARCHÉ CAMEROUNAIS DE LA TÉLÉPHONIE [www.investircameroun.com](http://www.investircameroun.com)  
 DEVELOPPEMENT D'EL'AGRICULTURE: LE SOWEDA DISTRIBUE LES INTRANTS À 112 GROUPEMENTS D'AGRICULTEURS [www.investircameroun.com](http://www.investircameroun.com)  
 LE GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS ACCÉLÈRE SES PROCÉDURES E-DÉDOUANEMENT [www.investircameroun.com](http://www.investircameroun.com)  
 PNI: LES REFLEXIONS SUR LE RECADRAGE SONT LANCÉES Cameroon Tribune N° 10927/ 7126 du 16/09/2015  
 LE MINTP ET LES MAIRES S'ENTENDENT POUR L'AMÉLIORATION ET LA DENSIFICATION DU RÉSEAU ROUTIER Cameroon Tribune N° 10927/ 7126 du 16/09/2015  
 INVESTISSEMENT AGRICOLE: LE BUSINESS INVESTISSEMENT MEETING A DÉMARRÉ Cameroon Tribune N° 10927/ 7126 du 16/09/2015  
 HYDROCARBURES: LE BLOC THALI SERA EXPLORÉ PAR TOWER RESSOURCES PLC Cameroon Tribune N° 10927/ 7126 du 16/09/2015  
 LE FMI EN MISSION DE CONSULTATION AU CAMEROUN Cameroon Tribune N° 10926 / 7125 du 15/09/2015  
 LE DÉFICIT CÉRÉALIER AUGMENTERA DE 70 000 TONNES DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD EN 2015 Cameroon Tribune N° 10925 / 7124 du 14/09/2015  
 EXPLOITATION MINIÈRE AU CAMEROUN: LA REDEVANCE DE SUPERFICIE MULTIPLIÉE PAR 10 [www.investircameroun.com](http://www.investircameroun.com)

